



Guerre d'agression non déclarée des États-Unis, de l'OTAN et d'Israël contre la Syrie : le « terrorisme d'Al-Qaïda » pour mener un coup d'État contre un gouvernement laïc élu

Par [le professeur Michel Chossudovsky](#)

Recherche mondiale, 08 décembre 2024

Le « terrorisme d'Al-Qaïda » va mener un coup d'État contre un gouvernement laïc élu

Le coup d'État du 8 décembre à Damas a été mené par des terroristes djihadistes soutenus par les États-Unis, l'OTAN et Israël.

Le président Bachar al-Assad a quitté le pays. Le coup d'État en Syrie présente des similitudes avec l'Euro-Maidan ukrainien de mars 2014, marqué par un coup d'État parrainé par les États-Unis et soutenu par deux partis terroristes nazis, Secteur droit et Svoboda.

Les principaux acteurs du coup d'État du 8 décembre 2024, décrits par les médias comme des « rebelles », sont des mercenaires affiliés à Al-Qaïda, tous soutenus par les services de renseignement occidentaux et israéliens.

*Selon la BBC, la « démocratie » doit être rétablie sous la direction du chef rebelle **Abou Mohammed al-Julani**. Ce que les médias oublient de dire, c'est qu'Abou Mohammed al-Julani est le chef d'une organisation terroriste islamiste appelée **Tahrir al-Sham**, qui était auparavant affiliée à **Al-Qaïda**.*

*Abu Mohammad al-Julani aurait été : « le deuxième émir de **Tahrir al-Sham** depuis 2017. Avant de rompre ses liens avec Al-Qaïda en 2016, Julani avait été l'émir du **Front al-Nosra**, l'ancienne branche syrienne d'Al-Qaïda, aujourd'hui disparue.*

*Et l'Occident applaudit, célébrant la victoire de **Tahrir Al Sham**. Son objectif tacite est d'installer un État islamiste dirigé par des mandataires terroristes.*



Il n'existe aucune preuve d'un soutien populaire massif aux terroristes. (Voir image ci-dessous)



SHIVAYA INFO



Les hommes politiques occidentaux, y compris la présidente (corrompue) de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, applaudissent « la chute de la dictature cruelle » du président Bachar al-Assad.



Le gouvernement laïc d'Al-Assad a mené au cours des 13 dernières années une guerre contre les terroristes parrainés par les États-Unis, l'OTAN et Israël. C'est largement documenté. Il bénéficie d'un soutien populaire massif. Il a été réélu en mai 2021



Aujourd'hui, notre cœur et notre esprit sont avec le peuple syrien qui a combattu les terroristes parrainés par les États-Unis, l'OTAN et Israël au cours des 13 dernières années.

Michel Chossudovsky, 8 décembre 2024

L'article suivant a été publié en septembre 2017. L'auteur était à Damas dans le mois qui a précédé le début de la guerre, du 17 au 18 mars 2011.

Guerre non déclarée des États-Unis, de l'OTAN et d'Israël contre la Syrie

par

Michel Chossudovsky

Septembre 2017

Introduction

Dès le premier jour, en mars 2011, les « combattants de la liberté » islamistes ont été soutenus, entraînés et équipés par l'OTAN et le haut commandement turc.

Les huit concepts suivants visent à clarifier la nature de la guerre en Syrie, qui a commencé il y a plus de 13 ans, les 17 et 18 mars 2011.



Il ne s'agit pas d'une « guerre civile », mais d'une guerre d'agression non déclarée, dans laquelle les terroristes affiliés à Al-Qaïda sont utilisés comme fantassins par les États-Unis, l'OTAN et leurs alliés du Moyen-Orient.

Dès le premier jour, les terroristes ont été impliqués dans le massacre de civils.

Tout a commencé à Deraa sous la forme d'une insurrection organisée par des mercenaires salafistes.

La plupart des informations présentées ci-dessous sont étayées par des sources d'information courantes et officielles.

1. Le « mouvement de protestation » de Deraa les 17 et 18 mars 2011

Deraa est une petite ville frontalière. Les mouvements de protestation nationale naissent invariablement dans les grandes zones urbaines.

Les « manifestations » de Deraa avaient toutes les apparences d'un événement mis en scène impliquant un soutien secret aux « terroristes islamiques ».

Des sources gouvernementales ont pointé du doigt le rôle des groupes salafistes radicaux. Les médias occidentaux ont tous décrit les événements de Deraa comme un mouvement de protestation contre Bachar al-Assad. Les médias ont tacitement reconnu que nombre des « manifestants » présumés étaient des tueurs professionnels.

Ironie du sort, le nombre de morts parmi les policiers a été plus élevé que celui des « manifestants ». Il ne s'agissait pas d'un mouvement de protestation, mais d'une insurrection armée.

À Deraa, des snipers postés sur les toits ont ciblé à la fois la police et les manifestants.

En lisant entre les lignes les informations des médias israéliens et libanais (qui reconnaissent les morts des policiers), on a pu se faire une idée plus claire de ce qui s'est passé à Deraa les 17 et 18 mars. Le rapport d'Israël National News (qui ne peut être accusé d'être partial en faveur de Bachar al-Assad) a confirmé que :

« Sept policiers et au moins quatre manifestants ont été tués en Syrie lors des violents affrontements qui ont éclaté jeudi dernier dans la ville de Daraa, dans le sud du pays. ... **et le siège du parti Baas et le tribunal ont été incendiés** dimanche, lors de nouvelles violences. » (Gavriel Queenann, [Syrie : sept policiers tués, des bâtiments incendiés lors des manifestations](#), Israël National News, Arutz Sheva, 21 mars 2011, c'est nous qui soulignons)

Le journal libanais a également reconnu **la mort de sept policiers à Deraa.**

[Ils ont été tués] « lors d'affrontements entre les forces de sécurité et les manifestants... **Ils ont été tués alors qu'ils tentaient de chasser les manifestants lors d'une manifestation à Deraa** »

Le journal libanais Ya Libnan, citant Al Jazeera, a également reconnu que les manifestants avaient **« incendié le siège du parti Baas et le palais de justice de Deraa »** (soulignement ajouté).

Ces reportages sur les événements de Deraa ont confirmé dès le départ qu'il ne s'agissait **pas d'une « manifestation pacifique » comme le prétendent les médias occidentaux.**

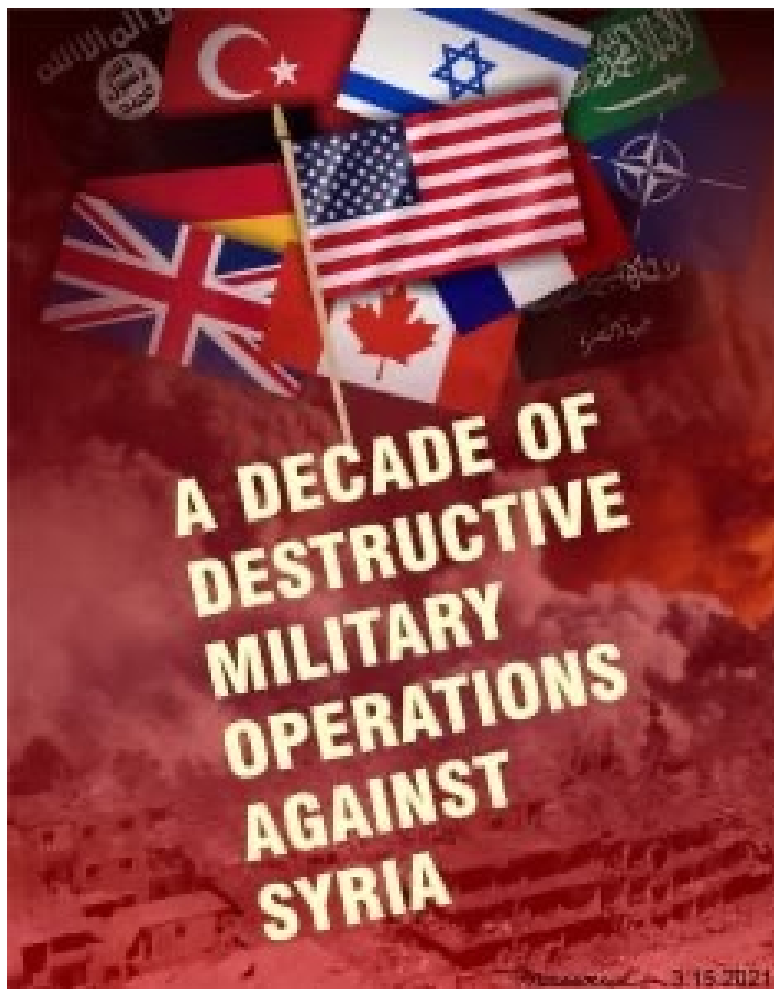
De plus, d'après une évaluation des premiers chiffres des victimes (Israel News), il y a eu **plus de policiers que de « manifestants » tués.**

C'est important car cela suggère que les forces de police ont peut-être été initialement dépassées en nombre par une bande armée bien organisée de tueurs professionnels.



2. Recrutement et formation des terroristes dès le début en 2011

L'image de droite est de Massoud Nayeri



Dès le premier jour, les « combattants de la liberté » islamistes ont été soutenus, entraînés et équipés par l'OTAN et le haut commandement turc. Selon des sources des services de renseignements israéliens :

Le siège de l'OTAN à Bruxelles et le haut commandement turc élaborent entre-temps des plans pour leur première étape militaire en Syrie, qui consiste à équiper les rebelles d'armes pour combattre les chars et les hélicoptères qui sont le fer de lance de la répression du régime d'Assad contre la dissidence. ... Les stratèges de l'OTAN pensent plutôt à déverser de grandes quantités de roquettes antichars et antiaériennes, de mortiers et de mitrailleuses lourdes dans les centres de protestation pour repousser les forces blindées du gouvernement. ([DEBKAFfile](#), L'OTAN va donner des armes antichars aux rebelles, 14 août 2011)

Cette initiative, qui a également été soutenue par l'Arabie saoudite et le Qatar, impliquait un processus de **recrutement organisé** de milliers de « combattants de la liberté » djihadistes, rappelant l'enrôlement des moudjahidines pour mener le djihad (guerre sainte) de la CIA à l'apogée de la guerre soviéto-afghane :

Selon nos sources, Bruxelles et Ankara ont également évoqué **une campagne visant à enrôler des milliers de volontaires musulmans dans les pays du Moyen-Orient et du monde musulman pour combattre aux côtés des rebelles syriens**. L'armée turque hébergerait ces volontaires, les formerait et sécuriserait leur passage en Syrie. (Ibid, c'est nous qui soulignons)



Ces mercenaires ont ensuite été intégrés dans des organisations terroristes sponsorisées par les États-Unis et leurs alliés, notamment Al-Nosra et ISIS.

3 juin 2014. L'invasion de l'Irak par l'EI

L'État islamique est protégé par les États-Unis et leurs alliés.

S'ils avaient voulu éliminer les brigades de l'État islamique, ils **auraient pu bombarder en « tapis » leurs convois de camionnettes Toyota lorsqu'ils ont traversé le désert de Syrie vers l'Irak en juin 2014.**



Le désert syro-arabe est un territoire ouvert (voir carte ci-dessous). Avec des avions de chasse à réaction de pointe (F15, F22 Raptor, CF-18), cela aurait été, d'un point de vue militaire, une opération chirurgicale rapide et opportune

Mais l'objectif n'était pas de les éliminer, l'objectif était de les soutenir.



4 septembre 2014. La « campagne antiterroriste » d'Obama. Les frappes aériennes « humanitaires » des États-Unis, de l'OTAN et de la coalition « dirigées contre l'EI »

En septembre 2014, Obama a ordonné une campagne de bombardements « antiterroristes » contre l'EI en Syrie et en Irak. Cette campagne de bombardements de grande envergure a été lancée deux mois après l'entrée en Irak du convoi de camionnettes Toyota de l'EI en juin 2014. La campagne de bombardements est désormais entrée dans sa troisième année. Son objectif n'était PAS de s'en prendre à l'État islamique (EI-Daesh). La coalition était composée d'environ 40 pays et de cinq monarchies arabes alliées, connues pour fournir un soutien à la fois à l'EI et à Al-Qaïda. La « coalition de 40 pays a déclenché plus de 200 frappes aériennes en Syrie en une seule nuit avec [des avions de chasse américains de pointe](#) et l'aide de cinq monarchies arabes alliées ». Parmi les systèmes d'armes avancés prétendument utilisés contre l'EI figurait le F-22 Raptor.



Le nombre total de sorties américaines et de la coalition contre la Syrie et l'Irak est de l'ordre de 111 410. Cela se traduit par une moyenne de 147 sorties par jour (sur une période de 755 jours).

- Selon des sources du ministère américain de la Défense, **plus de 8 300 frappes aériennes ont été menées contre la Syrie** .
- **Les sorties non offensives ont été utilisées à des fins de reconnaissance, de logistique et de coordination avec les commandos terroristes sur le terrain.**
- **31 900 cibles en Syrie et en Irak ont été touchées par les avions de guerre américains** (voir tableau ci-dessous), y compris des bâtiments publics, des zones résidentielles, des infrastructures économiques (le tout dans le cadre d'une fausse campagne contre l'EI-Daesh).

Sur une période de deux ans (septembre 2014-septembre 2016)

Tout cela pour la bonne cause. **Aucune de ces frappes n'a été dirigée contre le peuple syrien, selon les déclarations officielles.**

Et ces déclarations humanitaires n'ont jamais été contestées par les médias occidentaux.

Cette initiative s'inscrivait dans le cadre de la « guerre mondiale contre le terrorisme ». Elle constituait une violation du droit international. **Il s'agit de crimes de guerre de grande ampleur dirigés contre les peuples de Syrie et d'Irak.**

5. 2014-2016 : 31 900 « cibles endommagées/détruites » par les raids aériens des États-Unis et de la coalition



SHIVAYA INFO



Targets Damaged/Destroyed as of Sept. 26, 2016

OPERATION INHERENT RESOLVE TARGETS DAMAGED/DESTROYED*

 Tanks	164
 HMMWV's	388
 Staging Areas	2,050
 Buildings	7,948
 Fighting Positions	8,638
 Oil Infrastructure	2,638
Other Targets	10,074
TOTAL	31,900

*Numbers may fluctuate based on battle damage assessments
Current as of 26 September 2016

Source: CENTCOM CCI



Strikes in Iraq and Syria



As of 4:59 p.m. EST September 27, the U.S. and coalition have conducted a total of 15,310 strikes (9,973 Iraq / 5,337 Syria).

- U.S. has conducted 11,829 strikes in Iraq and Syria (6,761 Iraq / 5,068 Syria)
- Rest of Coalition has conducted 3,481 strikes in Iraq and Syria (3,212 Iraq / 269 Syria)

The countries that have participated in the strikes include:

- In Iraq: (1) Australia, (2) Belgium, (3) Canada, (4) Denmark, (5) France, (6) Jordan, (7) The Netherlands, and (8) UK
- In Syria: (1) Australia, (2) Bahrain, (3) Canada, (4) Denmark, (5) France, (6) Jordan, (7) The Netherlands, (8) Saudi Arabia, (9) Turkey (10) UAE and (11) UK

As of August, 2016, U.S. and partner nation aircraft have flown an estimated 111,410 sorties in support of operations in Iraq and Syria.

Cost of Operations

As of August 31, 2016, the total cost of operations related to ISIL since kinetic operations started on August 8, 2014, is \$9.3 billion and the average daily cost is \$12.3 million for 755 days of operations. A further breakdown of cost associated with the operations is [here](#).

Source des tableaux Département de la Défense des États-Unis, copyright US DoD, 2016

6. Le coût de la campagne aérienne d'Obama : 9,3 milliards de dollars

755 jours, 12,3 millions de dollars par jour depuis août 2014

Voilà le prix à payer pour détruire l'Irak et la Syrie, tuer des dizaines de milliers de Syriens et déclencher une crise des réfugiés. Ces coûts sont en fin de compte financés par l'argent des contribuables. Nous sommes confrontés à des crimes de guerre de grande ampleur. Les médias grand public restent muets sur cette question.

Ces 12,3 millions de dollars par jour représentent le coût de la destruction de la Syrie et de l'Irak et de la mort de leurs populations.

Dans le tableau ci-dessus, la répartition « officielle » est fournie, les chiffres se réfèrent aux frappes américaines contre la Syrie et l'Irak.

31 900 cibles dans le cadre de la guerre contre le terrorisme. Ironiquement, le nombre de terroristes a augmenté de façon spectaculaire en raison de la campagne de « contre-terrorisme », sans parler de la campagne internationale de recrutement de terroristes parrainée par l'OTAN.



7. Armes américaines pour Al-Qaïda et ISIS

Selon [Jane's Defence Weekly](#), citant des documents publiés par le [Federal Business Opportunities \(FBO\) du gouvernement américain](#), les États-Unis – dans le cadre de leur « campagne antiterroriste » – ont fourni aux rebelles syriens [alias Al-Qaïda modéré] de grandes quantités d'armes et de munitions.

Infantry Weapons

US arms shipment to Syrian rebels detailed

Jeremy Binnie, London and Neil Gibson, London - IHS Jane's Defence Weekly

08 April 2016

Les États-Unis et leurs alliés (dont la Turquie et l'Arabie saoudite) ont eu recours au commerce illicite d'armes légères produites en Europe de l'Est, dans les Balkans, en Chine, etc., pour les livrer aux groupes rebelles en Syrie, notamment à l'EI-Daesh et au Front al-Nosra. À leur tour, les forces de défense israéliennes, opérant à partir du plateau du Golan occupé, ont fourni des armes, des munitions et un soutien logistique aux rebelles d'Al-Qaïda opérant dans le sud de la Syrie.

Alors que les alliés de Washington au Moyen-Orient se livrent à des transactions douteuses sur un marché des armes légères en plein essor, une part importante de ces expéditions d'armes illicites est néanmoins directement commandée par le gouvernement américain.

Ces livraisons d'armes ne sont pas effectuées dans le cadre de transferts d'armes approuvés au niveau international. Bien qu'elles soient le résultat d'un achat du Pentagone (ou du gouvernement américain), elles ne sont pas comptabilisées comme une aide militaire « officielle ». Elles font appel à des négociants et à des sociétés de transport privés dans le cadre d'un commerce illicite d'armes légères florissant.

*Sur la base de l'examen d'une [seule cargaison](#) de plus de 990 tonnes sponsorisée par le Pentagone en décembre 2015, on peut raisonnablement conclure que **les quantités d'armes légères aux mains des rebelles de « l'opposition » en Syrie sont substantielles et extrêmement importantes.***



Documents released by the US government's Federal Business Opportunities (FBO) website have provided an indication of the types and numbers of Eastern European weapons and ammunition the United States is providing to Syrian rebel groups as part of a programme that continues despite the widely respected ceasefire in that country.

The FBO has released two solicitations in recent months looking for shipping companies to transport explosive material from Eastern Europe to the Jordanian port of Aqaba on behalf of the US Navy's Military Sealift Command.

Released on 3 November 2015, the first solicitation sought a contractor to ship 81 containers of cargo that included explosive material from Constanta in Romania to Aqaba.

The solicitation was subsequently updated with a detailed packing list that showed the cargo had a total weight of 994 tonnes, a little under half of which was to be unloaded at Agalar, a military pier near the Turkish town of Tasucu, the other half at Aqaba.

The cargo listed in the document included AK-47 rifles, PKM general-purpose machine guns, DShK heavy machine guns, RPG-7 rocket launchers, and 9K111M Facktoria anti-tank guided weapon (ATGW) systems. The Facktoria is an improved version of the 9K111 Fagot ATGW, the primary difference being that its missile has a tandem warhead for defeating explosive reactive armour (ERA) fitted to some tanks.

[Capture d'écran du rapport de défense de Jane](#)

.

[Pour plus de détails, cliquez ici](#)

8. Des armes « fabriquées au Canada » livrées à l'Arabie saoudite, un État qui soutient le terrorisme

L'accord conclu entre Ottawa et l'Arabie saoudite est coordonné avec Washington. Il sert essentiellement l'agenda militaire du Pentagone au Moyen-Orient et permet d'acheminer des milliards de dollars vers le complexe militaro-industriel américain.

L'Arabie saoudite est l'État qui finance les « groupes d'opposition » affiliés à Al-Qaïda en Syrie, notamment l'État islamique (EI). Riyad – agissant en liaison et pour le compte de Washington – joue un rôle central dans le financement de l'État islamique (EI) ainsi que dans le recrutement, la formation et l'endoctrinement religieux des forces mercenaires terroristes déployées en Syrie et en Irak.

Cela signifie que le Canada vend des armes à un pays qui soutient et finance des organisations terroristes. De plus, l'Arabie saoudite est actuellement impliquée dans une guerre d'agression contre le Yémen, en violation flagrante du droit international.

Les armes sont « fabriquées au Canada » et produites par General Dynamics Land Systems, London, Ontario, une filiale de l'entreprise de défense américaine General Dynamics.



SHIVAYA INFO



General Dynamics possède des filiales dans 43 pays, dont le Canada.

OVERVIEW

General Dynamics Land Systems - Canada is a part of General Dynamics Land Systems, which is part of the Combat Systems business group of General Dynamics Corporation. We are a leader in light armoured vehicle platforms and sub-system integration. We are equally adept at providing re-role, upgrades and repair services, and full fleet support.

La position officielle d'Ottawa est que ces armes, qui comprennent des « véhicules de combat équipés de mitrailleuses et de canons antichars », ne doivent être utilisées par l'Arabie saoudite qu'à des fins de défense nationale. Elles ne doivent pas être utilisées contre des civils.

Les opposants au contrat d'armement de 15 milliards de dollars entre le Canada et l'Arabie saoudite ont intenté une action en justice contre Ottawa. **Le professeur de droit Daniel Turp** et des étudiants de l'Université de Montréal ont mené cette action. Dans un jugement récent (23 janvier) de la Cour fédérale de Montréal, la cause a été rejetée : « La juge Danièle Tremblay-Lamer a statué que le rôle de la Cour n'était pas de « porter un jugement moral » sur la décision du ministre des Affaires étrangères de l'époque, Stéphane Dion, de délivrer des permis d'exportation autorisant la conclusion de l'accord. »

9. La libération d'Alep

Alors qu'Alep a été libérée du fléau du terrorisme soutenu par les États-Unis et l'OTAN, la plupart des médias grand public accusent les forces gouvernementales syriennes de commettre des atrocités contre les civils, décrivant Alep comme une crise humanitaire. Ce qu'ils oublient de mentionner, c'est que depuis quatre ans, la partie est d'Alep est occupée par des terroristes d'Al-Qaïda, désormais présentés comme des rebelles de « l'opposition ».

Les terroristes sont présentés comme les victimes de l'agression du gouvernement syrien. D'emblée, les atrocités commises par les terroristes sont imputées aux forces gouvernementales syriennes et à leurs alliés.

*

Cliquez sur le bouton Partager ci-dessous pour envoyer par e-mail/transférer cet article à vos amis et collègues. Suivez-nous sur [Instagram](#) et [Twitter](#) et abonnez-vous à notre [chaîne Telegram](#). N'hésitez pas à republier et à partager largement les articles de Global Research.

[Collecte de fonds pour les fêtes de Global Research](#)

La source originale de cet article est Global Research

Droits d'auteur © [Prof Michel Chossudovsky](#), Global Research, 2024

<https://www.globalresearch.ca/syria-undeclared-us-nato-war-of-aggression-using-al-qaeda-terrorism-as-an-instrument-of-death-and-destruction/5571339>